



| Bases légales (état au 1.1.2020)   | Normes citées dans la législation                     | Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisées                                       |
|--|---|--|
| <p><b>Réglementation générale</b> de sécurité selon le droit sur la police des constructions (pour toutes les constructions au niveau cantonal)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 6 al. 2 <u>Loi sur l'exercice des professions d'architecte et d'ingénieur (LPAI)</u>: Il s'acquiesce avec soin et diligence des tâches que lui confie son mandant dont il sert au mieux les intérêts légitimes tout en s'attachant à développer, dans l'intérêt général, des réalisations de bonne qualité au titre de la sécurité, de la salubrité, de l'esthétique et de l'environnement.</li> </ul> <p>D'une manière générale, ces normes ont pour objectif préventif de garantir la construction de bâtiments "sûrs".</p>  |   |  |
| <p><b>Balustrades et garde-corps</b>(en particulier selon le droit sur la police des constructions)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 50 <u>Règlement d'application de la loi cantonale sur les constructions et les installations diverses (RCI)</u>: Les dispositions sur les garde-corps sont régies par la norme 358, édition 1996, de la Société Suisse des Ingénieurs et Architectes (SIA).</li> </ul>   | Norme SIA 358 (édition 1996)                          | Si la norme n'est pas claire ou lacunaire, les recommandations d'organismes spécialisés peuvent devenir pertinentes. |
| <p><b>Escaliers</b>(en particulier selon le droit sur la police des constructions)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 52 al. 1 RCI: La largeur minimale des escaliers et des paliers doit être 0,9 m pour les villas et les appartements en duplex et de 1,2 m pour les autres bâtiments. Des dérogations peuvent être accordées par le département s'il s'agit d'équiper une construction ancienne, au sens de l'article 12 de la loi, d'un ascenseur ou d'un monte-charge.</li> <li>Art. 52al. 2 RCI: Toute porte parallèle au nez de la première marche d'un escalier doit être distante de 1 m au moins de celle-ci.</li> <li>Art. 52 al. 3 RCI: La pente d'un escalier ne peut excéder 35°.</li> <li>Art. 52, al. 4 RCI: Les escaliers doivent être munis d'une main courante. Les escaliers de plus de 2m de large doivent être munis de 2 mains courantes. Ceux de plus de 3m de large doivent en outre être pourvus, sur demande du département, d'une main courante en leur milieu.</li> <li>Art. 52, al. 6 RCI: Par analogie, les dispositions de l'article 50 relatives à la hauteur des garde-corps s'appliquent aux mains courantes.</li> <li>Art. 52al. 7 RCI: Les escaliers d'une largeur de 70 cm et avec une pente de 45° maximum peuvent être exceptionnellement admis pour l'accès à des locaux considérés comme secondaires, tels que grenier ou mezzani</li> </ul> | Aucune norme, se référer à la réglementation générale | Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées.   |
| <p><b>Eclairage</b> (en particulier selon le droit sur la police sanitaire)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Art.131, al. 1 RCI: Les locaux accessibles au public tels que les allées, cours, escaliers, cages d'escaliers, dégagements, ou locaux des services communs, doivent pouvoir être éclairés instantanément et de manière sûre en tout temps.</li> <li>Art. 131al. 2 RCI: Doivent être éclairés en permanence: a) les voies d'évacuation telles que couloirs, escaliers et cages d'escaliers des établissements hébergeant des personnes, des grands magasins ainsi que des locaux destinés à recevoir un grand nombre de personnes; b) les parkings collectifs.</li> </ul>  | Aucune norme, se référer à la réglementation générale | Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées.   |

| Bases légales (état au 1.1.2020)  | Normes citées dans la législation  | Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisées   |
|---|--|--|
| <b>2. Prescriptions supplémentaires applicables aux constructions sans obstacles</b>  |  |  |
| <p><b>Sans obstacle de manière générale</b>(pour tous les com-posants)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 109 al. 1 LCI: Les constructions et installations, de même que leurs abords, doivent être conçus et aménagés de manière à en permettre l'accès et l'utilisation par tous les usagers, y compris ceux qui éprouvent des difficultés à s'orienter, à se mouvoir ou à communiquer.</li> <li>• Art. 109 al. 2 LCI: L'alinéa 1 s'applique aux nouvelles constructions permanentes ou provisoires et aux transformations et rénovations importantes des constructions et installations existantes suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) constructions et installations ouvertes au public;</li> <li>b) bâtiments offrant des places de travail;</li> <li>c) bâtiments comprenant des logements.</li> </ul> </li> </ul> <p>Art. 109 al. 4 LCI: Les nouveaux logements doivent être adaptables aux personnes en situation de handicap et doivent permettre leur utilisation par tous les visiteurs, cas échéant avec l'aide de tiers.</p> <p>Art. 109 al. 5 LCI: En outre, le département peut ordonner l'adaptation de bâtiments ou d'installations existants, plus particulièrement ceux ouverts au public, lorsque les mesures ordonnées ne sont pas disproportionnées par rapport à leur coût ainsi que leur utilité et pour autant qu'elles n'altèrent pas de manière importante la qualité des espaces bâtis.</p> <p>Art. 109 al. 6 LCI: Le département peut déroger aux prescriptions du présent article si leur stricte application alternativement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) entraîne des mesures disproportionnées en fonction de leur coût ou de leur utilité;</li> <li>b) se heurte à des obstacles techniques trop importants;</li> <li>c) est incompatible avec des impératifs liés à la protection de l'environnement, de la nature ou du patrimoine bâti;</li> <li>d) est de nature à compromettre les qualités d'usage ou spatiale d'un logement, alors que son utilisation par des personnes en situation de handicap demeure possible. Les demandes de dérogation doivent être motivées</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Règlement cantonal concernant les mesures en faveur des personnes handicapées dans le domaine de la construction (RMPHC)</u></li> <li>• <u>Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand)</u></li> </ul> | <p>Actuellement SN 521 500 (logements pour handicapés dans les immeubles locatifs bénéficiant de l'aide des pouvoirs publics ou situés en zone de développement)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Eclairage: Chap. 4 Orientation, éclairage</li> <li>• Sols: Annexe B.1 Conformité des revêtements de sols, praticabilité et propriétés antidérapantes</li> <li>• Escaliers, marches: Chap. 3.6.3. Perceptibilité, marquage, Chap. 3.6.4. Mains courantes</li> <li>• Barrières et garde-corps: Chap. 3.4.5 Barrières</li> <li>• Locaux sanitaires: SIA 500 (Chap. 10.2. WC, salle de bains, douches)</li> </ul> <p>Sinon propres exigences techniques du législateur</p> | <p>À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés peuvent devenir pertinentes.</p> |

| Bases légales (état au 1.1.2020)   |  | Normes citées dans la législation  | Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisées   |
|--|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Ordonnance sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (OHand)</li> </ul> |  |  |  |
| <b>3. Prescriptions supplémentaires applicables aux bâtiments à usage spécifique</b>   |  |  |  |
| <b>Bâtiments pour personnes âgées construits avec des fonds de promotion du logement</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 5 lit.c <u>Loi fédérale encourageant le logement à loyer ou à prix modérés (LOG)</u>: Les mesures d'encouragement sont régies par les principes suivants: c) le logement et son environnement immédiat doivent être adaptés aux besoins des familles, des enfants, des jeunes et des personnes âgées ou handicapées</li> <li><u>Conception de bâtiments d'habitation adaptés aux personnes âgées</u> (Aide-mémoire OFL, juillet 2013).</li> </ul>  | Le législateur ne prévoit pas explicitement de norme. L'aide-mémoire OFL se réfère cependant de manière générale à la norme SIA 500 (chap. 9 et 10) ainsi qu'à la norme SN/EN 12464-1 pour la composante éclairage | À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés (comme les mentions explicites dans l'aide-mémoire OFL par ex) peuvent devenir pertinentes. |
| <b>Etablissements médico-sociaux</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 7 al. 2 lit.c <u>Loi cantonale sur la gestion des établissements pour personnes âgées (LGEPA)</u>: : L'autorisation d'exploitation est délivrée à la personne morale des établissements médico-sociaux qui dispose de locaux appropriés, répondant aux conditions légales d'hygiène, de salubrité et de sécurité</li> <li>Art. 30 al. 1 lit. b LGEPA: Les loyers et charges immobilières admis se basent sur les standards de construction et de transformation définis par le département</li> <li>Art. 9 <u>Règlement d'application de la loi cantonale sur la gestion des établissements pour personnes âgées (RGEPA)</u><br/><br/>Al. 1 RGEPA: La conception fonctionnelle du bâtiment tient compte de la situation des personnes âgées dépendantes.<br/><br/>Al. 2 RGEPA: Les standards de construction au sens de l'article 30, alinéa 1, lettre b, de la loi sont définis dans la directive relative au programme des locaux des établissements médico-sociaux, établie en collaboration avec le département auquel est rattaché l'office cantonal des bâtiments. Les standards de construction portent notamment sur l'organisation spatiale de l'établissement, les chambres des résidents ainsi que la délimitation et la circulation entre les espaces dévolus aux différentes activités.</li> <li><u>Directive en matière de programme des locaux des établissements médico-sociaux (EMS)</u> (Direction générale de la santé Genève, 1.6.2018)</li> </ul> | <p>Aucune norme, se référer à la réglementation générale</p> <p>Différentes normes</p>   | Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées citées dans les bases légales et recommandations étatiques.  |
| <b>Crèches, jardins d'enfants et écoles</b>  | <p><b>Bâtiments sûrs pour l'école obligatoire:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 3 al. 3 <u>Règlement relatif à la construction, à la rénovation et à la transformation des locaux de l'enseignement primaire régulier et spécialisé (RCLEP)</u>: Les programmes pour la construction et la transformation des établissements scolaires de l'enseignement régulier et</li> </ul>   |  | Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées.   |

|                                      | Bases légales (état au 1.1.2020)  | Normes citées dans la législation   | Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisées   |
|--------------------------------------|---|---|--|
| Crèches, jardins d'enfants et écoles | <p>spécialisé du degré primaire sont définis dans l'annexe au présent règlement. Des fiches techniques par type de local sont publiées par le département et opposables.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Annexe RCLEP: Le périmètre de l'école doit être clairement identifié, afin de faciliter la surveillance et la sécurité des élèves (pt. 2 al. 1). La surface des préaux non couverts est en partie réservée à des jeux qui doivent offrir toute sécurité. Une zone de jeu pour les élèves du cycle élémentaire, avec des jeux adaptés à leur âge, et une zone pour les jeux de ballon (football, basket) pour le cycle moyen doivent être prévues. Toutefois, le sol doit être plan et sans joint, établi de telle manière que l'écoulement des eaux soit assuré (pt. 2 al. 5)</li> </ul> <p><b>Bâtiments sûrs pour les structures d'accueil collectif/crèches:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 30al. 2 Loi sur l'accueil préscolaire (LAPr): La délivrance et le maintien de l'autorisation d'exploitation d'une structure d'accueil préscolaire sont subordonnés: a) au respect des normes relatives à la sécurité des bâtiments et des installations destinés à recevoir de jeunes enfants.</li> <li>Art. 31 al. 2 LAPr: Le département subordonne l'octroi de l'autorisation au respect des dispositions de l'ordonnance fédérale sur le placement d'enfants (...) afin d'assurer notamment la sécurité et le bien-être des enfants</li> <li>Art. 15 al. 1 lit. d Ordonnance sur le placement d'enfants (OPE): L'autorisation ne peut être délivrée que si les installations satisfont aux exigences de l'hygiène et de la protection contre l'incendie</li> <li>Titre D Sécurité, lit. b-e Directive sur les structures pour l'accueil de la petite enfance – Directives d'aménagement</li> </ul> |   |  |
| Bâtiments avec postes de travail     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ordonnance 3 relative à la loi sur le travail (OLT3): <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 14 Sols</li> <li>Art. 15 Eclairage</li> </ul> </li> <li>Ordonnance 4 relative à la loi sur le travail (OLT4): <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 9 Escaliers, couloirs</li> <li>Art. 12 Garde-corps, balustrade</li> </ul> </li> <li>Commentaire des ordonnances 3 et 4 du SECO</li> </ul>  | <p>Le législateur ne prévoit pas explicitement de norme. Le commentaire du SECO se réfère cependant de manière générale à différentes normes, par ex</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Eclairage: SN/EN 12464-1</li> <li>Revêtements de sols DIN 51130 et DIN 51097</li> </ul> | <p>Pour la concrétisation de notions juridiques indéterminées ou en cas d'incertitudes au niveau des commentaires du SECO.</p> |

| Bases légales (état au 1.1.2020)   | Normes citées dans la législation                            | Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés |
|--|--|---|
| <p><b>Bâtiments spécifiques</b> (immeubles collectifs, commerciaux, bâtiments élevés, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 52 al. 1 RCI: La largeur minimale des escaliers et des paliers doit être 0,9 m pour les villas et les appartements en duplex et de 1,2 m pour les autres bâtiments. Des dérogations peuvent être accordées par le département s'il s'agit d'équiper une construction ancienne, au sens de l'article 12 de la loi, d'un ascenseur ou d'un monte-charge.</li> <li>• art. 52 al. 7 RCI: Les escaliers d'une largeur de 70 cm et avec une pente de 45° maximum peuvent être exceptionnellement admis pour l'accès à des locaux considérés comme secondaires, tels que grenier ou mezzanine.</li> <li>• Art. 3 al. 2 <u>Règlement sur les institutions de santé (RISanté)</u>: La conformité des locaux et des installations aux législations fédérales et cantonales, relatives au travail, à la sécurité et à la salubrité des constructions, ainsi qu'à la lutte contre l'incendie, est réservée.</li> </ul> | <p>Aucune norme, se référer à la réglementation générale</p> | <p>Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées.</p>             |

Pour des explications plus détaillées, veuillez vous référer à la documentation technique du BPA réf. 2.034 «[Prévention des chutes dans le bâtiment: aspects juridiques](#)» (bpa.ch > Commander et télécharger> 2.034).